

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

M. Bernard Landry
Ministre d'État de l'Économie et des finances
Ministre des Finances
Ministre du Revenu
Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

Finances

1. Coût pour le gouvernement des mesures structurantes 1996-1997 et prévisions pour 1997-1998.
 - a) **Coût à l'égard des investisseurs**
 - Régime d'épargne-actions
 - Actions accréditives
 - Recherche et développement
 - Fonds de solidarité des travailleurs (FSTO et Fondation CSN)
 - Autres
 - b) **Coût fiscal à l'impôt des entreprises**
 - Recherche et développement
 - Formation de la main-d'oeuvre
 - Autres
2. Ventilation des crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux activités de recherche et développement :
 - Pour les grandes entreprises
 - Pour les PME
 - Pour les entités universitaires
3. Estimation du nombre d'emplois créés par les mesures énumérées en 1) et 2) et

répartition par champs d'activité économique.

4. Estimation du capital de risque au Québec qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement
5. Ventilation de la provision pour créances douteuses en 1997-1998.
6. Quel est l'impact financier pour le gouvernement, observé et prévu, de l'abolition du crédit d'impôt visant à favoriser l'augmentation du capital de petites et moyennes entreprises?
7. Quel est l'impact financier, observé, pour le gouvernement et l'impact fiscal observé sur le fardeau fiscal suite aux modifications du budget Campeau au crédit d'impôt remboursable pour la formation?
8. Quel est l'impact financier, observé, pour le gouvernement de la révision du mécanisme de réduction de la taxe sur les carburants dans les régions prévu dans le budget Campeau?
9. Quel est le résultat prévu de l'assujettissement des caisses d'épargnes et de crédit et des fonds de travailleurs à la taxe sur le capital?
10. Autant pour les revenus que pour les dépenses, quelles sont les prévisions pour 96-97 de l'impact financier pour le gouvernement des mesures structurantes pour l'économie québécoises du Budget Landry?
11. Quelle est la liste des maisons de courtage avec qui la Caisse de dépôts et de placements du Québec a établi de nouveaux partenariats en 1996-1997?
12. Suite à ces nouvelles associations, combien d'argent la Caisse prévoit-elle investir et quel sera son pourcentage d'actions?
13. État de situation concernant les projets d'usines d'éthanol. Prévisions budgétaires. Copie des études portant sur les usines d'éthanol.

Revenu

14. Ventilation des cotisations versées au Fonds de solidarité de la F.T.Q. en 1995-

1996 et estimation pour 1996-1997 et 1997-1998 par nombre de cotisants par tranche de 1000 dollars et leurs revenus moyens.

15. Coûts administratifs des mesures des activités de vérification et de perception pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction et du commerce illégal des boissons alcooliques.
16. Ventilation des revenus découlant de ces mesures.
17. Nombre de particuliers et d'entreprises ayant fait l'objet de telles vérifications et répartition géographique.
18. Nombre de dossiers en infraction et ventilation des amendes réclamées par tranche de 1000 dollars.
19. Rendement moyen par vérificateur et percepteur engagés pour l'application de ces mesures.
20. Total des sommes remboursées à l'impôt des particuliers pour l'année d'imposition 1995-1996 ainsi que le nombre de contribuables visés par ces remboursements.

Industrie, Commerce, Science et Technologie

21. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1996-1997.
22. En regard du programme d'aide au démarrage d'entreprises (Plan Paillé), liste des demandes d'aide acceptées, des prêts octroyés de même que des emplois créés et des mauvaises créances (pertes) par projets pour 1995-1996 et 1996-1997 :
 - a) par secteurs d'activité;
 - b) par régions;
 - c) par tailles d'entreprise.

23. Mise de fonds par dossiers avec garantie incluant un endossement personnel en 1996-1997 dans le cadre du Plan Paillé..
24. Liste des pertes enregistrées à chaque mois depuis l'existence du Plan Paillé.
25. Liste des documents produits concernant le suivi et le bilan de chacune des phases du Plan Paillé ?
26. Nombre de demandes d'aide acceptées, montants octroyés, emplois créés et mauvaises créances (pertes) pour chacun des autres programmes d'aide financière administrés par la SDI en 1996-1997 :
 - a) par secteurs d'activité;
 - b) par régions;
 - c) par tailles d'entreprise.
27. Montants accordés en subventions, en prêts, en exemption d'intérêts et délais moyens par étapes et par programmes pour chacun des programmes administrés par la SDI, en 1996-1997.
28. Nombre de demandes d'aide acceptées et montants octroyés, dans le cadre de chacun des programmes d'aide financière aux entreprises et organismes autres que ceux de la SDI, en 1996-1997:
 - a) par secteurs d'activité;
 - b) par régions;
 - c) par tailles d'entreprise;
 - d) par entreprises et organismes.
29. Ventilation des paiements de transferts aux différentes sociétés d'État et nombre d'employés de ces sociétés pour 1996-1997.
30. Liste des programmes et ventilation des paiements de transferts accordés par le gouvernement fédéral, dans le cadre des ententes auxiliaires sur le développement économique et régional qui sont sous la responsabilité du ministre.

31. Liste des projets, ayant suscité depuis le 1^{er} avril 1996, des investissements majeurs de l'étranger, ventilation de ces investissements et nombre d'emplois créés :
 - a) par provenances géographiques;
 - b) par régions d'implantation;
 - c) par secteurs d'activité.
32. Bilan d'activité du Programme d'aide à l'exportation. Nombre de demandes acceptées et montants versés en 1996-1997.
33. Liste des entreprises ayant bénéficié d'une aide financière administrée et garantie par la SDI pour lesquelles une perte ou une provision pour perte apparaît à l'état financier 1996-1997 de la SDI, en précisant :
 - a) le montant de l'aide financière consentie;
 - b) le montant de la perte inscrit aux livres;
 - c) la nature de l'aide consentie (prêt, prêt sans intérêt, subvention);
 - d) la nature du programme (incluant le programme et le type d'aide).
34. Grilles d'analyse utilisées lors de l'étude des demandes d'aide incluant les ratios financiers appliqués par la SDI.
35. Liste des sociétés où la SDI détient une participation financière:
 - a) indiquer le % de participation;
 - b) ventilation par régions;
 - c) noms des représentants de la SDI dans chacune des sociétés concernées;
 - d) indiquer les changements intervenus après le 1^{er} avril 1996.
36. Liste des firmes de consultants ayant reçu des contrats en 1996-1997 pour l'analyse de dossiers d'entreprises en attente d'une aide financière dans le cadre des programmes réguliers de la SDI ainsi que les coûts pour les entreprises devant en bénéficier.
37. Ventilation des dépenses dans les secteurs scientifique et technique, selon les activités de recherche et développement, et les activités scientifiques connexes, pour l'exercice financier 1996-1997 et ventilation des dépenses prévues pour 1997-1998, pour chacun des ministères et organismes concernés.

38. Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec:

- a) le taux de participation (%);
- b) la ventilation par régions;
- c) les noms des représentants de la SGF dans chacune des sociétés concernées;
- d) les changements intervenus depuis le 1^{er} avril 1996.

39. Liste de toutes les décisions prises en vertu de l'article 7 en indiquant pour 1995-1996 et 1996-1997:

- a) l'entreprise;
- b) le type d'aide;
- c) le montant octroyé et le coût total des projets;
- d) le nombre d'emplois créés;
- e) le nom des entreprises qui ne sont plus en opération et les pertes d'emplois correspondantes;
- f) les pertes reliées aux actifs par types d'aide.

40. Cumulatif des crédits affectés aux activités du Ministère en 1996-1997 en précisant :

- a) le nom de l'activité (activité de base, non-récurrentes ou spécifiques) ;
- b) les crédits prévus ;
- c) les dépenses réelles.

41. Liste des avis et recommandations transmis au ministre par le Conseil de la Science et de la Technologie en indiquant l'initiateur du mandat (le ministre ou le Conseil).

42. Copie du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor.

43. Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor.

Tourisme

44. Ventilation par régions du nombre de visiteurs au Québec en 1996-1997.
45. Ventilation détaillée du nombre de voyages internationaux effectués par les Québécois en 1996-1997.
46. Ventilation détaillée du nombre de voyages des Québécois au Canada, en distinguant ceux effectués au Québec et ceux hors Québec.
47. Ventilation détaillée du déficit touristique québécois depuis les cinq dernières années.
48. Dépenses de promotion touristique en 1996-1997 et crédits périmés :
 - a) au Québec ;
 - b) au Canada ;
 - c) à l'étranger.
49. Dépenses de développement touristique en 1996-1997 et crédits périmés :
 - a) au Québec ;
 - b) au Canada ;
 - c) à l'étranger.
50. Crédits affectés à la représentation touristique du Québec à l'étranger par pays en 1996-1997 et 1997-1998 en précisant :
 - a) le nombre de points de service et leur localisation ;
 - b) le nombre de personnes y oeuvrant ;
 - b) les services offerts.
51. Aide financière accordée pour favoriser le tourisme dans les régions touchées par l'inondation du 19 et 20 juillet 1996 en 1996-1997 et 1997-1998 :
 - a) par régions concernées ;
 - b) par secteurs d'activité.

- 52. Liste des projets de promotion touristique à l'étranger en faveur des casinos québécois ventilés par régions du monde.
- 53. Ventilation détaillée de la fréquentation et des dépenses effectuées aux casinos de Montréal, de Charlevoix et de Hull.
- 54. Liste des études d'impact portant sur l'implantation de nouveaux casinos et leurs conclusions.
- 55. Ventilation détaillée des sommes composant le Fonds de partenariat touristique en 1997-1998.
- 56. Ventilation des revenus anticipés de la taxation des forfaits touristiques en précisant :
 - a) les sommes affectées au Fonds de partenariat touristique ;
 - b) les sommes virées au Fonds consolidé.
- 57. Projets du Programme d'aide aux crédits touristiques.
- 58. Aide financière accordée à des organismes et associations en 1996-1997.
- 59. Projets acceptés dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada-Québec, sommes engagées, montants déboursés et détails sur la nature du projet.
- 60. Copie du Plan stratégique 1997-1998, présenté au Conseil du trésor.
- 61. Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1997-1998 présenté au Conseil du Trésor.
- 62. Copie de la correspondance échangée avec ses homologues canadien et américain depuis le 1^{er} avril 1995.

Commerce extérieur

- 63. Liste des activités gouvernementales en matière de commerce extérieur en 1996-1997 et projections pour 1997-1998 et les coûts s'y rattachant.

64. Liste des études et avis produits à l'interne comme à l'externe ainsi que les honoraires s'y rattachant.
65. Copie des plans stratégique et d'orientation en matière d'investissements étrangers pour 1996-1997 et 1997-1998.
66. Copie de la correspondance échangée avec les homologues canadien et américain depuis le 1^{er} avril 1995.

DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

MINISTÈRE : _____

Type de dépenses	1993-94 (1)	1994-95 (2)	1995-96 (3)	1996-97 (4)	96-97\95-96 %	96-97\93-94 %
Publicité et articles promotionnels						
Contrats de communications, recherches et relations publiques						
Photocopies						
Télécopie, téléphonie cellulaire et téléavertisseur						
Fournitures de bureau						
Frais de déplacement (transport, hébergement et repas)						
Voyages hors Québec						

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998 DU MINISTÈRE DES FINANCES PAR LA
COMMISSION DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION**
— Questions-Réponses —

QUESTION 1 : Coût pour le gouvernement des mesures structurantes 1996-1997 et prévisions pour 1997-1998

Réponse :

	1995	1996
Coûts à l'égard des investisseurs (en millions de dollars)		
• Régime d'épargne-actions	11,6	25,0
• Actions accréditives	9,3	12,0
• Recherche et développement	5,9	—
• Fonds de travailleurs	81,4	62,0
• Autres	21,3	23,1
Coûts à l'égard des entreprises (en millions de dollars)		
• Recherche et développement	304,9	307,0
• Formation de la main-d'oeuvre	44,8	8,6
• Autres	114,9	142,9

QUESTION 2 : Ventilation des crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux activités de recherche et de développement

Réponse :

- | | |
|--------------------------|----------------|
| • Grandes entreprises | 56,7% (1992) |
| • PME | 43,3% (1992) |
| • Entités universitaires | 17,9M\$ (1995) |

QUESTION 3 : Estimation du nombre d'emplois créés par les mesures énumérées en 1) et 2) et répartition par champ d'activité économique

- ☐ Ces données ne sont pas disponibles.

- ☐ L'évaluation du nombre d'emplois créés par ces mesures n'existe pas parce que les données concernant la plupart de ces mesures sont compilées par le ministère du Revenu du Québec sur la base de la masse salariale plutôt que sur la base du nombre d'emplois.

QUESTION 4 : **Estimation du capital de risque au Québec qui dépend en tout ou en partie de mesures fiscales ou d'organismes publics relevant du gouvernement**

Réponse :

85%

VENTILATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES EN 1997-1998

- Depuis l'exercice 1996-1997, la dépense afférente à la variation de la provision pour créances douteuses est répartie à travers les différents ministères et organismes et des crédits sont votés annuellement à cette fin.
- Chaque ministère a la responsabilité d'évaluer, sous la supervision du Secrétariat du Conseil du trésor, le montant de dépense afférente à la variation annuelle de la provision.
- Les crédits déposés pour l'exercice 1997-1998 en regard de la variation de la provision pour créances douteuses, totalisent 338,5 millions de dollars (200 millions de dollars en 1996-1997), dont 275 millions de dollars pour le ministère du Revenu.
- Les renseignements supplémentaires qui accompagnent le Livre des crédits 1997-1998 donnent la répartition par ministère des crédits alloués en 1997-1998 (Annexe 1).

ANNEXE 1

VENTILATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES EN 1997-1998

Tableau 5.8 : Répartition des dépenses 1997-1998 relatives à la provision pour créances douteuses et à la provision pour pertes sur interventions financières garanties⁽¹⁾

	Créances douteuses	Pertes sur interventions financières garanties	Total
	M\$	M\$	M\$
Éducation	25,0	31,1	56,1
Emploi, Solidarité et Condition féminine	22,9	0,7	23,6
Revenu	275,0	—	275,0
Autres ministères	15,6	19,6	35,2
TOTAL	338,5	51,4	389,9
COMPARATIF 1996-1997 ⁽²⁾	200,0	53,9	253,9

(1) Comprenant les crédits de la supercatégorie « créances douteuses et autres ».

(2) Crédits comparatifs sur la même base qu'au Livre des crédits.

Source : Budget de dépenses 1997-1998, Volume II, Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires, p. 83

QUESTION 6 : Quel est l'impact financier pour le gouvernement, observé et prévu, de l'abolition du crédit d'impôt visant à favoriser l'augmentation du capital de petites et moyennes entreprises ?

Réponse : (en millions de dollars)

	1995	1996
• Capitalisation des PME	5,7	0,1

QUESTION 7 : Quel est l'impact financier, observé, pour le gouvernement et l'impact fiscal observé sur le fardeau fiscal suite aux modifications du budget Campeau au crédit d'impôt remboursable pour la formation ?

Réponse : (en millions de dollars)

Crédit d'impôt remboursable pour la formation

	1996-1997	1997-1998
• impact financier pour le gouvernement	27	25
	1996	1997
• impact sur le fardeau fiscal	37	19

QUESTION 8 : Quel est l'impact financier observé pour le gouvernement de la révision du mécanisme de réduction de la taxe sur les carburants dans les régions prévu dans le budget Campeau?

- Le gouvernement a annoncé à partir du 1^{er} juillet 1995, une réduction de 2 ¢/litre du rabais de taxe en région et le remplacement de ce rabais par une baisse de 50 \$ des frais d'immatriculation en région.
- Au total, cette mesure est à peu près neutre pour le gouvernement.

IMPACT SUR LES REVENUS
(en millions de dollars)

Réduction des frais d'immatriculation	-26
Réduction des rabais en région	27
	<hr/>
	1

QUESTION 9 : Quel est le résultat prévu de l'assujettissement des caisses d'épargnes et de crédit et des fonds de travailleurs à la taxe sur le capital ?

Réponse : (en millions de dollars)

	1996	1997
• Caisses d'épargne et de crédit	15	20
• Fonds de travailleurs	3	5

QUESTION 10 : Autant pour les revenus que pour les dépenses, quelles sont les prévisions, pour 1996-1997, de l'impact financier pour le gouvernement des mesures structurantes pour l'économie québécoise du Budget Landry?

- ☐ Les prévisions de l'impact financier pour le gouvernement des mesures structurantes, pour 1996-1997, sur les dépenses et sur les revenus sont présentées à l'annexe A du budget 1996-1997.
- ☐ Dans le cas des revenus, l'impact réel ne sera connu que lorsque les déclarations de revenus auront été produites et traitées par Revenu Québec.
- ☐ Dans le cas des dépenses, l'impact financier réel sera connu au moment du dépôt des comptes publics. De plus, dans un certain nombre de cas, les dépenses prévues au Budget 1996-1997 constituent des ajouts de crédits à des programmes existants et il n'est pas possible, dans les dépenses totales, d'isoler la partie des dépenses imputable aux crédits supplémentaires du budget.

QUESTION II

Question : Quelle est la liste des maisons de courtage avec qui la Caisse de dépôt et placement du Québec a établi de nouveaux partenariats en 1996-1997?

Réponse : Il n'y a pas eu de nouveaux partenariats avec des maisons de courtage. Nous avons cependant accordé deux mandats de gestion en 1996 à deux sociétés de gestion de portefeuille, les sociétés montréalaises Montrosco et Bolton Tremblay, pour la gestion d'actions étrangères.

QUESTION 12

Question : Suite à ces nouvelles associations, combien la Caisse prévoit-elle investir et quel sera son pourcentage d'actions?

Réponse : Le mandat de gestion est de l'ordre de 150 à 200 millions de dollars canadiens et représente environ 2 % des sommes totales investies en actions étrangères.

QUESTION 13 : État de situation concernant les projets d'usines d'éthanol. Prévisions budgétaires. Copie des études portant sur les usines d'éthanol.

État de situation

- La réduction de la taxe sur les carburants accordée à l'égard de l'éthanol correspond à un peu moins de 20 cents le litre.
- Le gouvernement est prêt à garantir le maintien à long terme de la réduction de taxe ou son équivalent, pour autant qu'il en vienne à une entente avec les producteurs d'éthanol relativement au partage des profits découlant de l'exploitation de l'usine.
- Des négociations ont été entreprises avec ces derniers et elles se déroulent normalement.

Prévisions budgétaires

- Étant donné les délais normaux de planification et de construction d'une usine d'éthanol d'envergure, le début de la production d'éthanol au Québec ne pourrait survenir avant l'exercice financier 1999-2000.
- En conséquence, un coût fiscal direct (sans tenir compte des effets économiques indirects) de 25 millions de dollars associé à la production de 125 millions de litre d'éthanol par année a été provisionné dans les équilibres financiers à partir de 1999-2000.
- Le gouvernement s'assure ainsi que toutes les conditions soient en place le plus rapidement possible pour que le développement du marché de l'éthanol puisse se faire à partir d'une production locale plutôt que d'une production importée compte tenu des retombées économiques importantes générées par l'établissement d'une usine d'éthanol au Québec:
 - création d'emplois temporaires reliés à la construction de l'usine et d'emplois permanents reliés à son exploitation;
 - effets directs et indirects positifs sur l'économie et l'emploi des opérations en amont et en aval;
 - débouché important pour le maïs-grain produit par les céréaliculteurs québécois;
 - génération de produits dérivés pouvant être commercialisés;
 - retombées économiques positives associées à l'exportation d'éthanol pour usage industriel.

QUESTION 14 : Ventilation des cotisations versées au Fonds de solidarité de la FTQ en 1995-1996 et estimation pour 1996-1997 et 1997-1998 par nombre de cotisants par tranche de 1 000 dollars et leurs revenus moyens

Réponse : (1994)

Tranche de revenu (\$)	Revenu moyen	Nbr de contribuables	Distribution (%)	Cotisations (000\$)
5 000 à 9 999	7 543	421	0	205
10 000 à 14 999	12 206	2338	2	2 085
15 000 à 19 999	17 379	4457	4	4 815
20 000 à 24 999	22 461	8108	6	9 550
25 000 à 29 999	27 402	12181	10	15 845
30 000 à 34 999	32 412	12985	10	19 950
35 000 à 39 999	37 415	14038	11	24 850
40 000 à 44 999	42 404	14096	11	27 160
45 000 à 49 999	47 387	12467	10	25 885
50 000 à 59 999	54 615	20515	16	48 015
60 000 à 69 999	64 427	11122	9	29 680
70 000 à 99 999	81 948	9835	8	30 220
100 000 à 199 999	129 721	3226	3	11 040
200 000 et plus	323 584	211	0	855

QUESTION 15 : Quels sont les coûts administratifs des mesures des activités de vérification et de perception pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction et le commerce illégal de boissons alcooliques?

Réponse :

- Le coût associé aux mesures additionnelles prises, excluant les montants dépensés par le ministère du Revenu, pour enrayer le travail au noir dans la construction et le commerce illégal d'alcool (inspections, poursuites, etc) a été de 6,1 M\$ en 1996-1997.
- Dans le cas de la construction, le coût a été de 3 M\$, soit :
 - 2,7 M\$ pour la Commission de la construction du Québec;
 - 0,2 M\$ pour la Régie du bâtiment du Québec;
 - 0,1 M\$ pour le ministère de la Justice.
- Dans le cas du commerce illégal de boissons alcooliques, le coût a été de 3,1 M\$, soit :
 - 1,9 M\$ pour les opérations policières (Service de police de Montréal, de Laval, de Québec et la Sûreté du Québec);
 - 1,2 M\$ pour les activités du ministère de la Justice et de la Régie des alcools, des courses et des jeux liées au commerce illégal de boissons alcooliques et à l'exploitation illégale d'appareils de loteries vidéo.
- Le ministère du Revenu fournira le détail des dépenses qu'il a engagées dans le cadre de ces mesures.

QUESTION 16 : Quelle est la ventilation des revenus découlant des mesures prises pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction et le commerce illégal de boissons alcooliques?

Réponse :

- Dans l'ensemble, les mesures pour enrayer le travail au noir et le commerce illégal de boissons alcooliques ont permis de récupérer des revenus de 110 M\$ en 1996-1997.
- Pour la construction :
 - les mesures ont généré des revenus de 45 M\$ en 1996-1997, dont 25 M\$ de la récurrence des mesures mises de l'avant en 1995-1996 et 20 M\$ suite à l'intensification en 1996-1997 des inspections sur les chantiers.
- Pour le commerce illégal de boissons alcooliques :
 - les mesures ont généré des revenus de 65 M\$ en 1996-1997, notamment suite à l'augmentation des inspections policières dans les établissements licenciés;
 - ainsi, en plus de générer des revenus additionnels de 20 M\$ en 1996-1997, les interventions policières ont permis d'assurer la récurrence des interventions initiées en 1995-1996 (45 M\$);
- Ces rendements excluent les revenus des cotisations émises par le ministère du Revenu à la suite des vérifications fiscales.

IMPACT FINANCIER

	Récurrence 1995-1996	Mesures additionnelles 1996-1997	Revenus additionnels 1996-1997
Construction	25	20	45
Boissons alcooliques	45	20	65
	70	40	110

QUESTION 16 : Quelle est la ventilation des revenus découlant des mesures prises pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction et le commerce illégal de boissons alcooliques?

Réponse :

- Dans l'ensemble, les mesures pour enrayer le travail au noir et le commerce illégal de boissons alcooliques ont permis de récupérer des revenus de 110 M\$ en 1996-1997.
- Pour la construction :
 - les mesures ont généré des revenus de 45 M\$ en 1996-1997, dont 25 M\$ de la récurrence des mesures mises de l'avant en 1995-1996 et 20 M\$ suite à l'intensification en 1996-1997 des inspections sur les chantiers.
- Pour le commerce illégal de boissons alcooliques :
 - les mesures ont généré des revenus de 65 M\$ en 1996-1997, notamment suite à l'augmentation des inspections policières dans les établissements licenciés;
 - ainsi, en plus de générer des revenus additionnels de 20 M\$ en 1996-1997, les interventions policières ont permis d'assurer la récurrence des interventions initiées en 1995-1996 (45 M\$);
- Ces rendements excluent les revenus des cotisations émises par le ministère du Revenu à la suite des vérifications fiscales.

IMPACT FINANCIER

	Récurrence 1995-1996	Mesures additionnelles 1996-1997	Revenus additionnels 1996-1997
Construction	25	20	45
Boissons alcooliques	45	20	65
	70	40	110

QUESTION 17 : Quel a été le nombre d'entreprises et de particuliers qui ont fait l'objet de vérifications et la répartition géographique des vérifications découlant des mesures prises pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction et du commerce illégal de boissons alcooliques?

Réponse :

Le travail au noir dans l'industrie de la construction

- En 1996, la Commission de la construction du Québec a eu recours à plus de 140 inspecteurs qui ont procédé à des interventions tant sur les chantiers qu'aux livres.
- Ces inspecteurs ont rédigé plus de 54 000 rapports de chantiers et procédé à près de 8 000 interventions aux livres.
- Ces interventions ont résulté en la poursuite de :
 - 5 800 entrepreneurs différents;
 - 5 600 salariés différents.
- Les interventions ont été effectuées à la grandeur du Québec via les 9 bureaux régionaux de la CCQ.

Le commerce illégal de boissons alcooliques

- Au cours de l'exercice 1996-1997, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, celui de la police de Laval, celui de la police de Québec ainsi que la Sûreté du Québec ont procédé à :
 - 4 650 visites d'établissements (ou d'entreprises);
 - de ces visites :
 - 2 000 ont eu lieu à Montréal et Laval;
 - 2 650 ont eu lieu dans les autres régions du Québec.
- Présentement, il n'est pas possible de fournir les résultats des saisies à un niveau plus détaillé. Cependant, au cours de l'année 1997-1998, tous les intervenants impliqués effectueront les modifications nécessaires afin de fournir l'information la plus détaillée possible. Par exemple, on devrait être en mesure de fournir les résultats par région.
- Par ailleurs, le ministère du Revenu a procédé à la vérification fiscale des contrevenants. Il fournira les détails de ces interventions.

QUESTION 18 : Quel a été le nombre de dossier en infraction et la ventilation des amendes réclamées par tranche de 1 000 dollars suite aux mesures prises pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction et le commerce illégal de boissons alcooliques?

Réponse :

Réponse à être fournie par le ministère du Revenu.

QUESTION 19 : Quel a été le rendement moyen par vérificateur et percepteur engagés pour l'application des mesures prises pour enrayer le travail au noir dans l'industrie de la construction et le commerce illégal de boissons alcooliques?

Réponse :

- Dans le cas du travail au noir dans la construction, les 3 M\$ additionnels accordés ont permis, en 1996-1997, de récupérer des revenus additionnels de 20 M\$, soit environ 7 dollars pour chaque dollar dépensé.
- Dans le cas du commerce illégal de boissons alcooliques, les 3,1 M\$ additionnels accordés ont permis de récupérer des revenus additionnels de 25 M\$, soit plus de 8 dollars pour chaque dollar dépensé. De plus, ces interventions ont permis de protéger le réseau légal d'appareils de loteries vidéo de Loto-Québec, en limitant la réapparition d'appareils illégaux.
- Ces rendements ne prennent pas en considération les cotisations émises par le ministère du Revenu à la suite des inspections sur les chantiers et dans les établissements licenciés. Le ministère du Revenu fournira ces informations.

**52. LISTE DES PROJETS DE PROMOTION TOURISTIQUE À
L'ÉTRANGER EN FAVEUR DES CASINOS QUÉBÉCOIS
VENTILÉS PAR RÉGIONS DU MONDE**

Voir tableaux en annexe

CAMPAGNES PUBLICITAIRES

Campagne publicitaire	Casino	Marché visé	Média	Coût
1. Partenariat avec OTCGM	Montréal	Nord-Est américain	Journaux, magazine, radio, brochures-forfaits (tours opérateurs)	700 000 \$
2. Partenariat avec les associations touristiques de Hull et Ottawa (OTCA, ATO, BTCII)	Hull	Toronto Est de l'Ontario Nord-Est américain	Journaux, magazine, brochure-forfaits, salon	200 000 \$
3. Campagne publicitaire touristique	Montréal	Touristes d'agrément et d'affaires à Montréal	Panneaux, aéroport, omnicolumnes, guides touristiques, brochures, cartes	600 000 \$
4. Campagne publicitaire touristique	Hull	Touristes d'agrément et d'affaires à Ottawa	Panneaux, aéroport, omnicolumnes, guides touristiques, brochures, cartes	500 000 \$
5. Campagne en Ontario	Hull	Ottawa et Est de l'Ontario	Télévision, panneau - Centre Corel	325 000 \$
TOTAL				2 325 000 \$

SOCIÉTÉ DES CASINOS DU QUÉBEC

PROMOTIONS TOURISTIQUES HORS-QUÉBEC (1er avril '96 - 31 mars '97)

Foires / Congrès / Salons commerciaux

Participation à **37 foires, congrès ou salons commerciaux à l'extérieur du Québec** dans **19 villes américaines et canadiennes** où plus de **4 000 multiplicateurs** (tours opérateurs, organisateurs d'Âge d'or, directeurs d'associations, organisateurs de groupes-affaires, etc...) ont été sensibilisés aux casinos québécois et aux avantages des villes où ils sont localisés.

Villes: Toronto, Washington, Philadelphie, New-York, Boston, Chicago, Las Vegas, Atlantic City, Rhode Island, Atlanta, Londres, Vancouver, Portland, Minnéapolis.

Voyages de familiarisation des casinos

Réception de **49 groupes-multiplicateurs** (tours opérateurs, agences de voyages, associations, dirigeants d'entreprises, organisateurs de congrès, guides accompagnateurs, représentants d'hôtels, etc...) provenant de **13 pays étrangers** où plus de **1 118 personnes** « multiplicateurs » ont pu visiter et se familiariser avec les casinos québécois.

Pays: États-Unis, Séoul, Hong-Kong, Ontario, Suisse, France, Allemagne, Mexique, Amérique du Sud, Londres, Brésil, Hollande, Belgique.

Journalistes étrangers

- * Réception de 300 journalistes étrangers et visite de familiarisation des casinos québécois;
 - * Parution de 122 articles sur les casinos québécois dans la presse étrangère; ces articles proviennent en grande partie de journalistes ayant visité les casinos québécois en 1995-96;
 - * Sensibilisation de 150 journalistes étrangers aux casinos québécois lors de foires et de salons commerciaux (Media Market Place (NY), American Travel Writer Asso., Quebec Quiz....)
-

Groupes Hors-Québec

Réception de 57 000 personnes venues en groupe de l'étranger (en hausse de 24% par rapport à 1995 -96.

1.4 RÉSULTATS DES PROMOTIONS 1996-1997

TITRE	DATE	DESCRIPTION
FESTIN DU GOUVERNEUR	Depuis le 15 oct. 1995	<ul style="list-style-type: none"> À ce jour : <ul style="list-style-type: none"> > 46 autobus > 2 122 personnes
QUEBEC QUIZ	4 au 13 juin 1996	<ul style="list-style-type: none"> Dans 4 grandes villes américaines 53 journalistes, 217 agences spécialisées
GRAND PRIX MOLSON	14, 15, 16 juin 1996	<ul style="list-style-type: none"> 100 intermédiaires touristiques 8 tours opérateurs américains 17 multiplicateurs du Québec 10 joueurs hautes mises d'Atlanta 52 clients hautes mises des 3 casinos
QUEBEC IS COOL	14-15-21-22 juin 1996	<ul style="list-style-type: none"> Boston et New York Plus de 10 000 personnes Promotion consommateurs
OUVERTURE DU PAVILLON DU QUÉBEC	12 juil. 1996	<ul style="list-style-type: none"> Promotions radiophoniques (CKOI / MIX 96) 100 couples invités lors de l'inauguration
PROLONGATION DES HEURES D'OUVERTURE	18 août 1996	<ul style="list-style-type: none"> Profit surtout entre 3 h et 5 h (en moyenne 2 500 visiteurs/jour) Campagne médias imprimés
INAUGURATION DU CABARET	13 août 1996	<ul style="list-style-type: none"> Conférence et visite de presse
ENREGISTREMENT DE L'ÉMISSION LES AMUSE-QUELLES	3 sept. 1996	<ul style="list-style-type: none"> À ce jour : <ul style="list-style-type: none"> > 548 autobus (24 735 personnes) > entre 200 et 225 personnes par émission
DÎNER FARFELL	Du 13 sept. au 31 déc. 1996	<ul style="list-style-type: none"> 30 166 spectateurs 9 400 nouveaux clients Dépenses de jeu de quelque 300 000 \$ Campagne télé du 16 sept. au 13 oct. 1996
CAMPAGNE TÉLÉVISÉE CASINO DE MONTRÉAL	Du 14 oct. au 16 déc. 1996	<ul style="list-style-type: none"> 4 messages de 15 secondes (restauration, divertissement et jeux)
PARTIE D'HUITRES	6 octobre 1996	<ul style="list-style-type: none"> 200 clients hautes mises du Casino Événement annuel très populaire
OLD MILWAUKEE	Du 25 nov. au 18 déc. 1996	<ul style="list-style-type: none"> Teaser de 30 sec. sur TVA 4 000 affiches 25 000 feuillets de vente
MONTRÉAL FASHION ON ICE SHOW	20 nov. 1996	<ul style="list-style-type: none"> Rockefeller Center (N.Y.) 2 000 visiteurs
LET'S MAKE A DEAL	Du 1 ^{er} nov 1996 au 25 avril 1997	<ul style="list-style-type: none"> À ce jour : <ul style="list-style-type: none"> > 100 autobus > 4 364 personnes
ANDRÉ-PHILIPPE GAGNON	Du 7 jan. au 8 fév. 1996	<ul style="list-style-type: none"> 6 632 personnes ont vu le spectacle
CŒUR ATOUT	14 fév. 1997	<ul style="list-style-type: none"> Souper dansant Montreal Jazz Big Band 382 personnes

1. SALONS ET ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

ACTIVITÉS	DATE	DESCRIPTION
SALONS - CONGRÈS - ASSOCIATIONS		
ASSOCIATION WITHOUT BORDER	Du 20 au 23 avril 1996	◆ 150 directeurs d'associations des États-Unis et du Canada
PROMOTION TOURCAM	21 avril 1996	◆ 500 organisateurs âge d'or
SALON VACANCES ET LOISIRS (MONTREAL)	Du 19 au 21 avril 1996	◆ 40 000 consommateurs
TRAVEL & LEISURE SHOW (TORONTO)	Du 25 au 28 avril 1996	◆ 15 000 consommateurs-Toronto
RENDEZ-VOUS CANADA	Du 12 au 15 mai 1996	◆ 35 rendez-vous avec des tours opérateurs des États-Unis et internationaux
SALON DES AÎNÉS (QUÉBEC)	Du 2 au 5 mai 1996	◆ 500 à 800 visiteurs par jour
SALON VACANCES ET LOISIRS (QUÉBEC)	Du 16 au 18 mai 1996	◆ Excellent achalandage
QUÉBEC QUIZ (WASHINGTON, PHILADELPHIE, NEW YORK, BOSTON)	Du 4 au 13 juin 1996	◆ 217 tours opérateurs ◆ 53 journalistes
SALON DES AÎNÉS (MONTREAL)	Du 6 au 9 juin 1996	◆ 10 000 visiteurs
CONGRES DES LIONS	Du 8 au 14 juil. 1996	◆ 3 500 épinglettes distribuées
NATIONAL ASSOCIATION OF WHOLESALERS DISTRIBUTORS	16 juillet 1996	◆ 66 organisateurs de groupes-affaires
SCDA - MARKETPLACE	26 août 1996	◆ 100 à 150 directeurs d'associations
MIDWEST GAMING SHOW (CHICAGO)	21 au 22 sept. 1996	◆ 1 000 personnes
COCKTAIL - SALLE CABARET	5 et 8 sept. 1996	◆ 325 intervenants touristiques ◆ 200 directeurs et présidents d'entreprises touristiques
GAMING EXPO LAS VEGAS	27 - 28 sept. 1996	
LE MONDE DES AFFAIRES (MONTREAL)	Du 1 ^{er} au 3 oct. 1996	◆ 21 occasions d'affaires pour les salles de banquet
INCENTIVE TRAVEL MARKET (CHICAGO)	Du 14 au 17 oct. 1996	
ATLANTIC CITY GAMING FESTIVAL	Du 25 au 27 oct. 1996	◆ 350 participants
OMA (TORONTO)	Du 4 au 7 nov. 1996	◆ Rencontre avec 25 tours opérateurs de l'Ontario
ATA	Du 9 au 15 nov. 1996	◆ Rencontre avec 29 tours opérateurs des États-Unis
QUIZ CANADA (RHODE ISLAND-BOSTON)	12 et 13 nov. 1996	◆ 180 invités
ANNUAL PLAYER ASSOCIATION GALA (ATLANTA)	6 décembre 1996	◆ 200 joueurs
AMERICAN BUS ASSOCIATION	Du 7 au 13 déc. 1996	◆ 28 clients tours opérateurs des États-Unis

SALONS ET ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX (suite)

ACTIVITÉS	• DATE	DESCRIPTION
ÉVÉNEMENTS JOUEURS HAUTES-MISES		
GRAND PRIX MOLSON	14-15-16 juin 1996	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 100 intermédiaires touristiques ◆ 8 tours opérateurs des États-Unis ◆ 17 multiplicateurs du Québec ◆ 10 joueurs hautes mises d'Atlanta ◆ 52 clients hautes mises des 3 casinos
CROISIÈRE BATEAU-MOLCHÉ	18 juillet 1996	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 33 clients hautes mises des 3 casinos ◆ 8 tours opérateurs des États-Unis ◆ 18 multiplicateurs du Québec
CIRQUE DU SOLEIL (TORONTO)	28 août 1996	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 25 clients hautes mises des 3 casinos ◆ 20 clients affaires ◆ 42 tours opérateurs et agences réceptives
TENNIS CANADA	10 - 11 août 1996	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 26 clients hautes mises des 3 casinos

2. VOYAGES DE FAMILIARISATION

CLIENTS	MARCHÉ	DATE	PROVENANCE	NBRE PERS.
COLETTE TOURS	Multiplicateurs	24 mars 1996	États-Unis	40
COLETTE TOURS	Multiplicateurs	30 mars 1996	États-Unis	32
SÉOUL JOINT FAM PROGRAM	Dirigeants d'entreprise	3 avril 1996	Séoul	11
CONTACT AMÉRIQUE	Guide accompagnateur	5 avril 1996	Montréal	67
AIR INTERNATIONAL TRAVEL	Agence de voyages	17 avril 1996	Hong-Kong	60
DAY TRIP TOURS	Agence de voyages	21 avril 1996	Ontario	28
GARBER TRAVEL / MAGIC CARPET TOURS	Agence de voyages	21 avril 1996	Nouvelle-Angleterre	14
POINT DE VUE CANADA	Agence de voyages	24 avril 1996	Suisse	11
POINT DE VUE CANADA	Agence de voyages	3 mai 1996	France	13
JONIK HOSPITALITY TOURS	Tour	5 mai 1996	États-Unis	8
JONIK HOSPITALITY TOURS	Tour	7 mai 1996	Ontario	13
POINT DE VUE CANADA	Agence de voyages	11 mai 1996	France	9
CANADIAN TOURS INTERNATIONAL / GEBECO FAM TOUR	Agence de voyages	13 mai 1996	Allemagne	13
ADVISORY BOARD MEETING	Agence de voyages	18 mai 1996	États-Unis	18
CANADA 3000 / SUNJET HOLIDAYS	Agence de voyages	27 mai 1996	Toronto	47
TOURISME QUÉBEC	Agence de voyages	27 mai 1996	Mexique	22
ASSOCIATION AMÉRICAINES	Associatif	31 mai 1996	États-Unis	50
MONTREAL VACATIONS	Agence de voyages	6 juin 1996	Massachusetts	45
AIR CANADA	Agence de voyages	28 juin 1996	Amérique du Sud	17
OCTGM	Entreprises américaines	29 au 23 juin 96	États-Unis	29
AÉROPORT DE MONTRÉAL	Tour	28 juin 1996	Londres	10
NATIONAL ASSOCIATION OF WHOLESALERS DISTR.	Associatif	10 juil. 1996	États-Unis	66
FEUX D'ARTIFICE	Tour	18 juil. 1996	Québec et États-Unis	26
JOURNALISTES AMÉRICAINS	Affaires	30 août 1996	États-Unis	
FOX TOUR	Guide accompagnateur	2 sept. 1996	États-Unis	45
JPDJ MULTI MANAGEMENT	Congressistes	14 sept. 1996	Texas	14
ROCCATOIR	Tour	21 sept. 1996	Floride	13
CONSULAT CANADIEN À DALLAS ET SEABOURNE CRUISE LINE	Agence de voyages	4 oct. 1996	États-Unis	12

VOYAGE DE FAMILIARISATION (suite)

CLIENTS	MARCHÉ	DATE	PROVENANCE	NBRE PERS.
HÔTEL HILTON BONAVENTURE & SUNDANCE TRAVEL	Agence de voyages	18 oct. 1996	Californie	18
INCENTOURS	Agence de voyages et Tour	20 oct. 1996	Brésil	17
EASTERN TRAVEL ASSOCIATION	Agence de voyages et Tour	25 oct. 1996	Washington	16
POINT DE VUE CANADA	Affaire, motivation	25 oct. 1996	France	14
NATIONAL ASSOCIATION OF SENIOR TRAVEL PLANNERS	Guides accompagnateurs	29 oct. 1996	États-Unis	40
YANKEE HOLIDAYS	Agence de voyages	2 nov. 1996	Massachusetts	50
JPD L SUNQUEST MEETING & INCENTIVE	Organisateurs de congrès	8 nov. 1996	Toronto	12
AGRI CULTURAL TOURS	Tour	9 nov. 1996	Brésil et Hollande	3
MORAN TOURS	Agence de voyages	9 nov. 1996	Boston	12
FUGAZY MEETING PLANNERS	Organisateur congrès	22 nov. 1996	Boston	15
AIR CANADA	Agence de voyages	27 nov. 1996	Angleterre	20
GATEWAY VACATIONS	Délégués commerciaux	29 nov. 1996	Angleterre	17
DMC TRANSAT	Maison de motivation	12 déc. 1996	Grande-Bretagne	6
YANKEE HOLIDAYS	Agence de voyages	17 jan. 1997	États-Unis	50
POINT DE VUE CANADA	Agence de voyages	18 jan. 1997	Belgique	14
JPD L MULTI MANAGEMENT	Représentant d'hôtel	22 jan. 1997	Montréal	30
OCTGM	Tour	25 jan. 1997	États-Unis et Canada	35
US SKI	Tour	12 fév. 1997	États-Unis	16

53. VENTILATION DÉTAILLÉE DE LA FRÉQUENTATION ET DES DÉPENSES EFFECTUÉES AUX CASINOS DE MONTRÉAL, DE CHARLEVOIX ET DE HULL

Voir tableau ci-dessous

Provenance de la clientèle et dépense moyenne par visite Période: 1er avril 1996 au 31 mars 1997

	Casino de Montréal		Casino de Charlevoix		Casino de Hull	
Achalandage ¹						
Marché local ²						
Québec	4 228 600	77,8%	435 800	57,0%	1 579 100	47,6%
Ontario	--	--	--	--	1 316 700	39,6%
Sous-total	4 228 600	77,8%	435 800	57,0%	2 895 800	87,2%
Marché touristique ³						
Québec	853 300	15,7%	305 800	40,0%	112 900	3,4%
Ontario	125 000	2,3%	22 900 ⁴	3,0%	312 200 ⁴	9,4%
Ailleurs	228 300	4,2%	--	--	-	--
Sous-total	1 206 600	22,2%	328 700	43,0%	425 100	12,8%
TOTAL	5 435 200		764 500		3 320 900	
Dépense moyenne par visite	73\$		32\$		44\$	

1 Selon des études se terminant le 31 septembre 1996

2 Client provenant d'un rayon de 0-80 km autour du casino

3 Tel que défini par Statistique Canada : client provenant d'une distance de 80km ou plus

4 Inclut la portion « ailleurs »

**54. LISTE DES ÉTUDES D'IMPACT PORTANT SUR
L'IMPLANTATION DE NOUVEAUX CASINOS ET LEURS
CONCLUSIONS**

Aucune étude n'a encore été entreprise à cet égard.

QUESTION 55 : Ventilation détaillée des sommes composant le Fonds de partenariat touristique en 1997-1998

Réponse :

- Détaxation des forfaits hôteliers : 10 millions de dollars
- taxe de 2\$ la nuitée : 8,7 millions de dollars

QUESTION 56 : **Ventilation des revenus anticipés de la taxation des forfaits touristiques en précisant : les sommes affectées au Fonds de partenariat touristiques et les sommes virées au Fonds consolidé**

Réponse :

- Fonds de partenariat touristique : 10 millions de dollars
- Fonds consolidé : 10 millions de dollars

59. Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement touristique : Projets acceptés , sommes engagées, montants déboursés et détails sur la nature des projets

Projets acceptés	Sommes engagées par les gouvernements (1) (M \$)		Montants déboursés (M \$)		Nature des projets
Volet 1 : Développement de l'offre touristique (7 projets)	Canada	26,1	Canada	26,2	Appui à la réalisation de projets d'attraits et d'équipements touristiques possédant le potentiel nécessaire pour attirer une clientèle internationale (Construction, Foires internationales, recherche).
	Québec	27,9	Québec	26,9	
	Total	54,0	Total	53,1	
Volet 2 : Développement des marchés touristiques (202 projets)	Canada	12,7	Canada	12,8	Positionnement du Québec comme destination attrayante, essentiellement sur les marchés retenus comme prioritaires, par le biais d'efforts de promotion et de commercialisation axés sur les produits touristiques pour lesquels le Québec possède des avantages distinctifs (Positionnement/Promotion, tourisme d'affaires et appui aux événements).
	Québec	12,2	Québec	12,7	
	Total	24,9	Total	25,5	
Volet 3 : Études, services et administration (15 projets)	Canada	2,1	Canada	2,1	Appui à la réalisation d'études et de recherches soutenant le développement de produits et de marchés et pour promouvoir la productivité et la compétitivité internationales.
	Québec	1,6	Québec	1,6	
	Total	3,7	Total	3,7	
TOTAL	Canada	40,9	Canada	41,7	
	Québec	41,7	Québec	41,2	
	Total	82,6	Total	82,3	

(1) Montants engagés en date du 28 août 1996. Selon une évaluation préliminaire, l'enveloppe globale totale de 84,3 M\$ devrait être utilisée.

4. Impacts et performance (suite)

4.2 Développement des produits

4.2.1 Le volet I : "Développement de l'offre"

Pour ce volet, le budget se chiffrait à 52.3 millions \$. De ce montant d'aide, 26.1 millions \$ devaient provenir du gouvernement fédéral et 26.1 millions \$ du gouvernement québécois. Les engagements au 10 février 1997 se chiffraient à 53.05 millions \$.

Le BFDR (Québec) rapporte que l'aide totale de 53.05 millions \$ a généré des investissements totaux de 141.2 millions \$ soit 37.5% d'investissements provenant de l'EADT versus 62.5% de l'entreprise privée. Ces chiffres montrent clairement la participation dynamique du secteur privé dans ces projets.

Il est estimé que les investissements des gouvernements donnent un effet de levier de financement:

- ♦ 2.7 pour les deux palliers de gouvernement (141.2 M\$ divisés par 53.05M\$);
- ♦ 5.4 pour la seule aide accordée par le gouvernement fédéral (141.2 M\$ divisés par 26.7 M\$);
- ♦ 5.3 pour la seule aide accordée par le gouvernement provincial (141.2 M\$ divisés par 26.88M\$).

Seuls 4 projets et 2 études ont été financés dans le cadre de ce volet (5 projets si l'on considère séparément les deux phases de Tremblant), tels que détaillés dans le tableau 7, ci-dessous.

Tableau 5. Aide aux projets du volet I: Développement de l'offre, au 10 février 1997

Bénéficiaires	Région	Activité	Aide Fédérale	Aide Provinciale*	Aide Totale EADT	Partenaires
Corporation Camp Spatial Canada	Laval	Construction	5,100,000 \$	2,250,000 \$	7,350,000 \$	15,280,000 \$
Intrawest - Phase A -Mt-Tremblant - Ski	Laurentides	Construction	10,000,000 \$	13,600,000 \$	23,600,000 \$	43,900,000 \$
Intrawest - Phase B -Mt-Tremblant - Ski	Laurentides	Construction	7,000,000 \$	7,000,000 \$	14,000,000 \$	23,962,000 \$
Réaménagement Parc Safari	Montréal	Construction	42,000 \$	- \$	42,000 \$	78,584 \$
SEPAQ - Chute-Montmorency	Québec	Construction	4,000,000 \$	4,000,000 \$	8,000,000 \$	4,895,000 \$
CIDEM Aire d'expo. commer. MTL - Congrès	Montréal	Foires internationales	16,500 \$	16,500 \$	33,000 \$	16,500 \$
Vieux pénitencier Laval	Laval	Intelligence/Recherche	15,000 \$	15,000 \$	30,000 \$	60,000 \$
TOTAL			26,173,500 \$	26,881,500 \$	53,055,000 \$	88,192,084 \$

4. Impacts et performance (suite)

4.3 Développement des marchés (suite)

4.3.1 Le volet II : "Développement des marchés"

Le tableau 6 détaille les montants alloués par l'EADT jusqu'en août 1996, au niveau des projets du volet II pour chacun des sous-volets et par activités.

Tableau 6. Synthèse des montants alloués jusqu'en août 1996 aux projets du volet II: Développement des marchés

Sous-volets	Activités	Gvt fédéral	Gvt provincial	Aide totale	Partenaires	Investissement total
<i>Positionnement/Promotion</i>	Dévelop. des Ress. Hum.	37,000	15,285	52,285	156,715	209,000
	Foires internationales	329,700	407,879	737,579	479,819	1,217,398
	Matériel promotionnel	3,442,784	3,658,250	7,101,034	9,452,548	16,553,582
	Promotion/Publicité	3,864,700	3,886,014	7,750,714	6,428,937	14,179,651
	Tournée Familiarisation	1,463,050	1,297,584	2,760,634	420,874	3,181,508
	TOTAL	9,137,234	9,265,012	18,402,246	16,938,892	35,341,138
<i>Tourisme d'affaires</i>	Foires internationales	160,700	265,700	426,400	487,250	913,650
	Matériel promotionnel	7,700	7,172	14,872	61,656	76,528
	Promotion/Publicité	792,396	712,900	1,505,296	719,493	2,224,789
	Tournée Familiarisation	53,400	48,400	101,800	274,400	376,200
	Prospection de marchés	221,890	290,501	512,391	441,958	954,349
	TOTAL	1,236,086	1,324,673	2,560,759	1,984,757	4,545,516
<i>Appui aux événements</i>	Promotion/Publicité	2,034,800	1,625,762	3,660,562	8,748,798	12,409,360
	séjour urbain	1,600	1,600	3,200	-	3,200
	circuit tourist	108,000	180,405	288,405	232,595	521,000
	villégiature	267,460	260,000	527,460	367,550	895,010
	sport et autres					
	TOTAL	2,411,860	2,067,767	4,479,627	9,348,943	13,828,570
	GRAND TOTAL	12,785,180	12,657,452	25,442,632	28,272,592	53,715,224

4. Impacts et performance (suite)

Le tableau ci-dessous dresse un portrait des divers projets du volet III ainsi que le détail des montants approuvés.

Tableau 24. Aide aux projets du volet III: Études, services et administration

	Nom de l'applicant	Aide fédérale	Aide provinciale	Aide totale	Partenaire	Investissement total
353-5001	Ressour. requisent pour l'entente	825,000	825,000	1,650,000	0	1,650,000
353-5003	Secrétariat de l'Entente	7,500	0	7,500	0	7,500
353-5002	Évaluation de l'Entente	50,000	25,000	75,000	0	75,000
353-1001	Étude Longwoods	50,000	0	50,000	0	50,000
353-1002	Enquête Voyage Canadiens 92	63,000	220,738	283,738	0	283,738
353-1006	MTO Enquête voyage canadi. 94	60,000	126,115	186,115	0	186,115
353-1007	MTO - Stratégies dév. offre tourist.	200,000	100,000	300,000	0	300,000
353-2002	Canada Select	120,000	120,000	240,000	0	240,000
353-4001	Organisation mondiale tourisme	7,500	7,500	15,000	1,600	16,600
353-3001	Prospection d'investissement	30,000	32,500	62,500	0	62,500
353-2004	Conseil Québ. ress. hum. tourisme	10,000	10,000	20,000	30,000	50,000
353-1004	KEROUL Études (2)	30,000	20,000	50,000	10,000	60,000
353-1008	Port Montréal Comité Croisières	26,250	0	26,250	8,750	35,000
353-2001	Association hôtelleries prov. QC	600,000	75,000	675,000	75,000	750,000
353-4002	ISTC - Jour. mondiale tourisme 92	28,000	0	28,000	0	28,000
		2,107,250	1,561,853	3,669,103	125,350	3,794,453

MINISTÈRE DES FINANCES
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION PARTICULIÈRE :

DÉPENSES COMPARATIVES

Type de dépenses	1993-94 (1)	1994-95 (2)	1995-96 (3)	1996-97 (4)	96-97\95-96 %	96-97\93-94 %
Publicité et articles promotionnels	481 700 \$	485 651 \$	399 315 \$	4 728 515 \$	1 184 ,1	981,6
Contrats de communications, recherches et relations publique	4 000 \$	NIL	NIL	8 256 \$	---	206,4
Photocopies	145 053 \$	108 003 \$	134 301 \$	118 181 \$	88,0	81,0
Télécopie, téléphonie cellulaire et téléavertisseur	40 998 \$	25 068 \$	53 666 \$	106 999 \$	199,4	261,0
Fournitures de bureau	337 902 \$	257 108 \$	216 500 \$	155 824 \$	72,0	46,1
Frais de déplacement (transport, hébergement et repas)	703 446 \$	458 668 \$	508 112 \$	635 148 \$	125,0	90,3
Voyages hors Québec	241 341 \$	109 065 \$	118 683 \$	247 543 \$	208,6	102,6